

M. Eltsine. Cette conférence doit avoir lieu, mais plus vite et si possible tout de suite ! Car il ne faut pas désormais que la manière dont avancent les conflits militaires puissent prendre le pas sur la négociation diplomatique.

Toutes les données du problème sont connues, elles ont été dites, redites, ressassées depuis des mois et des mois, il est temps que les grandes puissances, bien entendu en relation avec les parties combattantes, soient en mesure de définir désormais un accord auquel il conviendra de se plier. Voilà ce que je peux vous dire en cet instant.

Déroulement des élections en Afrique du Sud - transition démocratique

Q - Tout à l'heure, on parlait de prochaines élections en Ouzbékistan, aujourd'hui on vote en Afrique du sud et ce ne sont pas n'importe quelle élections. Je voulais vous demander : qu'est-ce que cela vous inspire, comment voyez-vous la situation dans les semaines qui viennent et allez-vous vous rendre prochainement en Afrique du Sud ?

R - Je commence par la fin et j'y suis habitué depuis longtemps. Vous avez bien compris que le déclic serait la réalisation de ces élections, l'instauration d'une démocratie pluriraciale, il me semble que nous y parvenons. Et sans ignorer les risques de provocation grave qui peuvent continuer de se produire pendant les heures prochaines, j'ai tout à fait confiance dans la réussite du plan qui a obtenu l'accord des principaux partenaires. Si cela se passe de cette manière - les voyages, c'est très intéressant mais enfin, il ne faut pas en abuser - j'examinerai quand même l'éventualité d'un voyage rapide en Afrique du Sud, Monsieur de Klerk et Mandela ont beaucoup insisté dans ce sens. Je crois que je finirai par céder, mais laissez donc maintenant les choses se faire comme elles doivent se faire, car nous allons assister dans les heures qui viennent à de grands événements en Afrique du Sud.

Ouzbékistan - développement des liens entre pays de la CEI

Q - Dans quelle mesure avez-vous abordé au cours des négociations les questions liées à l'avenir de la CEI. Nous savons que le Président Mitterrand est un grand spécialiste de l'intégration européenne. Il est l'un des fondateurs de l'Union européenne, quel conseil pourrait-il donner à Monsieur Karimov ?

R - Je vais vous répondre très brièvement pour ce qui concerne la France. Il m'arrive, ce qui est toujours imprudent, de donner des conseils. En général, je les donne quand on me les demande. Or, la CEI, pour l'instant, n'a pas consulté la France sur l'utilité ou non de se développer, c'est une affaire qui concerne les intérêts, les Etats invités à en faire partie.

Si je suis resté prudent quant à la position de l'Ouzbékistan à l'égard de la CEI, il n'empêche qu'on ne peut que souhaiter qu'entre pays qui ont tant d'intérêts communs se crée un système de coordination que je ne saurais qualifier et qui permette de maintenir des liens mais seuls les pays en question peuvent dire à quel stade, jusqu'à quel degré cette union doit se dévelop-

per : économique, politique, cela n'est pas du ressort de la France.

Sécurité en Europe - CSCE - pacte de stabilité en Europe

Il existe une certaine inquiétude, je l'ai dit tout à l'heure, et du fait de la cessation des blocs, un certain nombre de pays qui ont accédé à l'indépendance ne sont trouvés en somme isolés. La CSCE, c'est une bonne organisation, mais un peu contraignante dans la mesure où les procédures internes sont telles qu'il est difficile avec l'unanimité d'aboutir rapidement à des accords utiles. Il y a l'initiative du partenariat pour la sécurité dont nous avons déjà parlé. Je voudrais attirer votre attention sur une proposition française, qui d'ailleurs est maintenant entrée en discussion et fera l'objet d'une conférence à Paris, et que nous appelons : "pacte de stabilité". Cette proposition consiste en somme, à rechercher un engagement de tous les pays qui seront intéressés pour examiner les moyens de prévoir et les moyens de régler les éventuels conflits. Prévoir et régler avant que les conflits éclatent, c'est une tentative supplémentaire d'organisation de la paix. Si des pays comme le vôtre s'inspirent de cette procédure, nous nous en réjouissons. Nous pensons que c'est une bonne façon de faire.

ACHGABAT, 27 AVRIL 1994

Allocution du Président de la République, M. François Mitterrand à l'occasion du dîner offert par le Président de la République du Turkménistan, M. Saparmourat Niyazov

France - Turkménistan

Monsieur le Président,

Je vous remercie d'abord pour votre invitation, puisqu'elle me permet et pas seulement à moi, mais aussi à ma femme, à la délégation qui m'accompagne, parmi laquelle deux membres du gouvernement d'approcher - je ne dirai pas de connaître - de la connaissance d'un pays comme le vôtre qui marque aussi et qui a marqué l'histoire du monde. J'y reviendrai dans un instant. Je vous remercie de votre accueil, puisque maintenant nous sommes ici et que depuis quelques heures nous avons pu remarquer de quelle manière, vous-même, vos collaborateurs, votre entourage ont su nous recevoir avec une amitié certaine.

Je me souviens de nos conversations récentes, elles avaient eu lieu lors de votre visite en France, en mai dernier et je vous avais fait part de l'intérêt tant historique que politique, commercial, culturel que mon pays portait à l'Asie centrale et notamment au Turkménistan et je dois dire que j'avais apprécié votre ambition pour votre pays, votre volonté de l'ouvrir sur le monde extérieur et l'intérêt - il est bien normal que j'en parle - que vous portiez à la contribution de la France.

Nous avons eu l'occasion depuis cet après-midi d'échanger déjà plusieurs conversations et j'ai noté à

quel point vous insistiez sur la nécessité pour un Etat comme le vôtre d'assurer à ses frontières et autour de ses frontières un environnement de paix et de compréhension, puisque votre pays, et c'est assez rare dans la région, n'y compte pas d'ennemis et que même certains pays, dont la réputation est assez turbulente, vous l'admettez, semblent reconnaître dans le Turkménistan un pays qui ne cherche querelle à personne, qui entend développer ses intérêts et qui doit compter dans l'équilibre régional. Et pourtant ce ne sont pas les difficultés qui vous ont manqué après la dislocation de l'Union soviétique et la proclamation de votre indépendance. Nous sommes loin les uns des autres, mais nous avons quand même quelques connaissances de l'histoire et de votre histoire et lorsque vous vous réclamez de la paix avec tous vos voisins, je n'ai pas de peine à vous croire, car se frotter aux Parthes, ce n'était pas une affaire si facile. Alexandre Le Grand y a bien trouvé son cheval, mais aussi quelques déceptions et Crassus y a laissé ses légions. Je crois même savoir qu'un bon nombre de ses soldats sont devenus par la suite de bons citoyens turkmènes. C'est dire les qualités d'accueil de votre pays.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je ne veux pas me lancer dans une description de cette période historique lointaine que j'évoquais. Mais c'est ici qu'a été ébranlé pour la première fois l'Empire romain auquel nous-mêmes sommes rattachés par des souvenirs, des traditions ou une culture extrêmement importante. On a retrouvé vos ancêtres assez souvent dans notre littérature, le répertoire classique du XVII^e siècle et particulièrement Pierre Corneille s'inspirant de Plutarque a constamment trouvé les Parthes sur les chemins de son imagination avec Rodogune, princesse des Parthes, comme avec Suréna. Vous savez qu'il s'agit d'un grand général parthe qui cinquante trois ans avant Jésus-Christ défait précisément les armées romaines en Mésopotamie et par un curieux retour des choses, ce pays tant discuté est devenu un grand pays d'accueil. Bien entendu il ne suffit pas d'avoir une histoire glorieuse si l'on veut conserver, faire évoluer, épanouir ces traditions.

Le Turkménistan connaît certaines chances, il peut aussi connaître certains risques. Parmi ces chances une terre qui recèle d'immenses richesses potentielles et qui, continuant d'être exploitées avec sagesse et imagination, doivent pouvoir fournir aux grands pays industriels comme aux autres d'indispensables matières premières dans le monde moderne.

Mais il n'y a pas que les affaires, il n'y a pas que l'histoire des hommes. Parlons simplement de l'histoire de vos chevaux, est-il race plus illustre de beauté plus remarquable ? Voilà les héritiers du célèbre Bucéphale, celui que choisit Alexandre et vous avez rétabli, je le sais, depuis quelques années un élevage que vous suivez avec le plus grand soin et dont vous avez fait votre emblème. C'est un symbole, le symbole de la nation turkmène car cela rassemble en quelques mots, une histoire si longue, à celle de vos cavaliers et de leurs chevaux, qui à partir de leur capacité de parcourir l'espace ont su à un moment donné s'arrêter, faire féconder leur sol et bâtir une nation pour un peuple.

Je connais aussi la maîtrise de vos artisans, et j'ai

pu voir à l'instant, alors que vous nous offriez des cadeaux d'usage, de quelle façon leur maîtrise était devenue remarquable : tapis, bijoux, et je regrette beaucoup de ne pas avoir assez de temps pour venir davantage sur vos marchés, pour y retrouver la vie, l'animation, le goût du débat, la discussion, en même temps que sous les yeux s'étaient des objets de grande beauté ou bien des productions de grande utilité.

Mais vous le savez, la France est une terre de culture, nous pouvons nous enrichir mutuellement sur ce plan, et j'annoncerai à tous nos invités que je viens de recevoir de votre part une très belle édition de Balzac qui se trouvait ici, préservée avec soin depuis longtemps puisqu'elle porte la date de 1849.

Dans votre sous-sol, il existe d'immenses réserves d'hydrocarbures. Qu'elles soient exploitées comme il convient, et vos populations attireront une étonnante prospérité. Il faut donc qu'on vous aide maintenant car vous n'avez pas des atouts techniques et économiques suffisants. Vous les aurez mais votre indépendance est si récente, et jusqu'alors - vos produits depuis en tout cas quelques décennies - étaient généralement expédiés très loin de chez vous, sans que vous en tiriez grand profit. Et vous voici confrontés maintenant au passage toujours difficile d'une économie à l'autre. Ce qui ne veut pas dire qu'il s'agisse pour vous d'abandonner vos traditions, on ne va pas faire table rase du passé, par un curieux retour des choses. Si peu de temps pour transformer une économie, pour assouplir, avant qu'il ne s'éloigne et qu'il ne disparaisse, un Etat économique très centralisé et trop peu d'espaces laissés à l'initiative. Mais je sais que vous êtes prêts à accepter une évolution qui permettra au peuple turkmène de connaître une économie ouverte avec des règles du jeu clairement définies notamment en matière de monnaie, de fiscalité et d'investissement ; tandis que sur le plan politique de la vie de votre peuple, puisque nous sommes appelés à nous associer davantage, vous connaissez nos propres traditions, vous savez que l'Europe et particulièrement l'Europe à laquelle nous appartenons géographiquement, s'est dotée depuis déjà longtemps d'institutions démocratiques qui sont souvent contraignantes, exigeantes. Et notre histoire nous dit que cela n'a pas été facile. Nous sommes passés par tous les états depuis le début du 19^e siècle. Nous avons connu des révolutions, des dictatures, quelques tranquilles monarchies qui ne s'occupaient guère de l'avenir ou bien au contraire la prise en compte de la nation par quelques uns seulement et puis finalement notre République démocratique s'est installée, l'a emporté. Je vous demande simplement de prendre moins de temps que nous. Ce sera un gain pour tout le monde.

Bref de hâter le pas, car sur le plan de nos institutions, nous en avons perdu. Je crois que nous avons adopté dix-neuf Constitutions en moins de deux siècles. C'est-à-dire qu'aucune n'était parfaite. Cela nous a rendu d'ailleurs un peu sceptique sur les Constitutions. Je me demande si la Constitution la plus libérale n'était pas celle de l'Union soviétique et j'ai toujours entendu dire que la Constitution la plus parfaite en France était celle de 1793, qu'elle était si parfaite en France qu'elle n'a jamais été appliquée. Alors, il faut savoir trouver le juste milieu entre ce que l'on écrit et ce que l'on fait et là je vous

parlé d'expérience. Je ne fais pas la leçon. Je ne dis pas que les Turkmènes sont en retard, je sais comment ils ont vécu au cours de ces quatre vingt dernières années, et les années qui précédaient n'étaient pas non plus tellement libérales, si elles l'ont jamais été ; de telle sorte que l'effort qu'on vous demande dans les institutions internationales est un effort considérable qui ne peut pas être artificiel, qui doit tenir compte de la capacité de votre peuple à assumer ces modifications.

Nous souhaitons qu'elles aient lieu, nous suivrons votre expérience avec intérêt, nous ne jetterons pas la pierre si tout au Turkménistan ne se passe pas comme à Paris. Ce serait nier votre indépendance, votre souveraineté, votre identité et vos traditions. Ayez l'obligeance de vous intéresser à la nôtre en Occident et d'en retirer le meilleur, mais je crois que ce voyage permettra une meilleure compréhension pour peu qu'elle soit nécessaire entre nous c'est déjà fait et j'entends bien dans les institutions internationales faire valoir le rôle que pourrait jouer le Turkménistan s'il était davantage admis à vivre et à se développer dans le cadre général, alors qu'il se trouve parfois isolé.

Et voyez comme vous intéressez aussi nos entreprises, grandes ou moyennes. Dans la délégation qui m'accompagne se trouvent de nombreux chefs d'entreprises et de grandes entreprises, vous en connaissez certains avec lesquels vous avez lié amitié, vous savez qu'avec les richesses en pétrole ou en gaz, vous pouvez discuter dans une situation de force avec des industriels français, de grandes entreprises qui ont acquis une réputation internationale et qui disposent de grands moyens technologiques. Alors nos spécialistes suivent avec une grande attention la mise en place du projet de gazoduc qui permettra à votre pays de se désenclaver et d'exporter directement son gaz vers l'Europe occidentale, en passant naturellement par d'autres pays. Et on m'a quelquefois soufflé à l'oreille que certains de ces pays ne faisaient pas plaisir à quelques occidentaux. Moi, je vous dis tout de suite que ça ne me gêne pas. Ce qui m'intéresse c'est le gaz, et sans développer en quoi que ce soit une politique qui serait purement de réelle politique ou de cynisme car ce n'est pas mon cas. Je pense que plus seront nombreux les peuples qui pourront bénéficier de votre richesse, mieux ce sera pour assurer la paix entre eux. Demain nous signerons plusieurs accords bilatéraux. On pourra faire mieux. Il faut y travailler. Mais c'est déjà bien, il faut consolider nos liens de coopération et faire toujours davantage.

Votre gouvernement a présenté au nôtre une liste de projets prioritaires pour vous, je citerai l'aviation civile, les ambulances, la douane, l'agro-alimentaire qui représentent un montant d'environ 220 millions de francs. La France ne le refuse pas, simplement elle a quelques fois éprouvé l'imprudence qu'il y avait à s'engager sur des projets prématurément ; simplement, il faut que vous sachiez qu'elle est disposée à faire un effort de cet ordre, non seulement pour les projets inscrits mais aussi par la suite pour ceux que vous avez mis à l'étude et il serait dommage de ne pas être respecté, mais la disponibilité de la France reste là et ces crédits, si vous en avez besoin, seront utilisés au mieux de vos intérêts.

Rôle international du Turkménistan - Afghanistan - Tadjikistan

Sur le plan diplomatique, nous sommes très heureux du rôle que vous jouez pour tenter de favoriser le règlement pacifique des conflits et tenter d'apaiser les régions qui risquent de devenir dangereuses. Je me demande même si vous n'êtes pas le seul pays de cette région à ne pas être impliqué dans les guerres de votre voisinage qui ne sont pas des combats de second ordre, qui sont de véritables guerres.

Nous souhaitons, nous aussi, ce retour à la paix civile, nous souhaitons que l'Afghanistan retrouve sa concorde intérieure, alors que nous savons bien qu'il faudra encore du temps pour apaiser des rivalités ethniques et peut-être plus encore les concurrences de clans, chacun voulant assurer à lui seul le pouvoir. Puisse ce peuple afghan, qui nous est cher à bien des titres, comprendre qu'il ne doit pas perdre de temps davantage s'il ne veut pas se trouver écarté des progrès que nous sommes pour l'instant en mesure de réussir. Alors, il faut tenter de contribuer, à intéresser, à impliquer de plus en plus les Nations unies pour alléger les souffrances d'un peuple depuis trop longtemps frappé par les malheurs de la guerre.

C'est un conflit d'un autre ordre qui occupe le Tadjikistan, mais là-aussi vous exercez une influence bien-faisante et j'espère que vous serez en mesure de faire entendre votre voix qui évoque pour moi celle d'un homme internationalement respecté et dont le peuple lui-même bénéficie de la considération générale.

France - Turkménistan

C'est à la fois un vieux pays et c'est un très jeune pays. Vieux pays, on l'a dit, l'histoire, vous y apparaissez à tout moment, vous êtes sur les routes que parcouraient les marchands entre l'Extrême-Occident et l'Extrême-Orient. C'est même en cherchant à raccourcir le chemin que l'on a fini par découvrir l'Amérique. J'observe d'ailleurs que ce n'est pas fini, je connais des gens qui tous les matins en se levant découvrent l'Amérique. Il faut savoir qu'une vieille sagesse s'est tissée sur vos chemins et sur vos routes et que nous ferions bien parfois de l'entendre davantage.

Votre indépendance, vous entendez la défendre, si elle est menacée. Elle ne l'est pas sans doute, mais les prises de contrôle aujourd'hui se font plus insidieuses et n'ont pas nécessairement recours aux armes. Et chacun d'entre nous doit se défendre contre cet envahissement dont on ne se rend parfois pas compte et quand on s'en aperçoit, cela est trop tard.

Vous avez donc soif d'obtenir dans la communauté internationale le rang qui vous revient. Moi, ce que je peux vous affirmer, c'est que la France est favorable à tout partenariat mais n'a pas de vocation impériale et entend traiter avec chacun dans l'égalité de dignité et de compétence. C'est ce que je souhaite pour l'Europe qui en discute encore sans y parvenir assez, mais c'est ce que je souhaite aussi pour vous, qui êtes appelés en ce que je souhaite aussi pour vous, qui êtes appelés en raison de votre proximité par rapport à la mer Caspienne, aux mers chaudes, à l'Iran, à la Turquie. Sans compter de l'autre côté de la mer Caspienne, ces pays d'Europe où l'on se déchire encore, mais qui et de plus

en plus seront proches de nous, de l'Occident. Je souhaite vraiment que nous soyons en mesure de vous aider pour que votre place qui ne peut être que la vôtre dans son identité, vous soyez en mesure de l'assurer. La France vous aidera ! Et si je n'étais venu que pour vous dire cela, je m'en serais tenu là, simplement il est difficile de faire un discours avec quelque chose de rituel en quelques mots, sans quoi on donne l'impression de tenir pour peu de chose ses auditeurs. Or, j'ai beaucoup de considération pour les Turkmènes et ceux qui sont ici, mais il m'aurait suffi de vous dire cela. Je résume : la France sera là, si vous le voulez pour vous aider à égalité dans la société des nations.

Je forme des vœux pour votre peuple, pour vous-mêmes, Mesdames et Messieurs, et vous, Monsieur le Président, pour ceux que vous aimez, pour votre prospérité et votre progrès et pour l'amitié de nos peuples.

Vive le Turkménistan

Vive la France !

GENÈVE, 27 AVRIL 1994

Bosnie - Point de presse conjoint du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé et du ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, M. Andreï Kozyrev - Propos du Ministre

France - Russie

J'ai été de mon côté très heureux de pouvoir m'entretenir ce matin avec Andreï Kozyrev. Vous savez que la France attache beaucoup d'importance à sa coopération avec la Russie. Cette coopération se manifestera à nouveau dans quelques semaines, puisque nous devons nous rendre à Moscou à l'invitation d'Andreï Kozyrev, vers le 19 mai. Nous pourrions poursuivre à cette occasion nos entretiens sur d'autres sujets, notamment sur le pacte de stabilité dont nous avons dit un mot ce matin.

Bosnie - mise en place du groupe de contact pour un règlement politique global

Nous avons consacré, bien entendu, la plus grande partie de nos entretiens à la situation en Bosnie pour constater d'abord qu'un pas très important venait d'être franchi avec la mise en place du groupe de contact et de négociation qui a commencé ses travaux hier à Londres et qui va les poursuivre à un rythme soutenu, nous l'espérons, au cours des prochains jours, y compris à Sarajevo et Pale.

Pourquoi est-ce que la constitution de ce groupe est importante ? C'est qu'elle va permettre d'unifier les positions entre les grandes puissances intéressées par la situation en Bosnie, c'est-à-dire les Américains, les Russes, les Européens, les Nations unies, de façon à progresser vers un règlement de paix. Les bases de ce travail sont connues, ce sont les grands principes qui figurent dans le plan d'action de l'Union européenne, enrichis par l'accord croato-musulman du 18 mars et

par le cessez-le-feu intervenu à la suite de la médiation russe en Croatie dans les Krajinas.

Nous sommes tombés d'accord également sur deux points. Le premier, c'est que ce groupe doit se concentrer sur l'obtention la plus rapide possible d'une cessation générale des hostilités en Bosnie et, dans le même temps, doit travailler à ce problème difficile sur lequel la négociation a échoué pendant plusieurs mois, à savoir la carte qui définira l'implantation de chacune des communautés.

Nous avons également convenu qu'il fallait aller vite. Je souscris pleinement à ce qu'a dit Andreï Kozyrev : il ne faut pas laisser passer le moment qui s'est ainsi créé. Il faut donc mettre la pression politique sur le travail de ce groupe à quatre, de façon qu'il aboutisse le plus vite possible à une rencontre au niveau ministériel et ensuite au sommet que la Russie comme la France ont appelé de leurs vœux depuis maintenant plusieurs jours.

Protection de toutes les zones de sécurité

Un dernier mot : ces efforts diplomatiques ne doivent pas nous faire perdre de vue la nécessaire vigilance et la nécessaire fermeté sur le terrain. Ce matin, les autorités de l'ONU et celles de l'Alliance atlantique ont constaté que les conditions fixées par la communauté internationale à Gorazde étaient remplies et qu'il n'y avait donc pas lieu de procéder à des frappes aériennes. Nous en avons pris acte. Mais il nous faut rester vigilants pour que d'autres Gorazde ne se produisent pas ailleurs. C'est la raison pour laquelle il faut renforcer le dispositif dans les zones de sécurité et faire attention également à ce qui se passe en-dehors de ces zones de sécurité. La France est particulièrement préoccupée et attentive à la situation dans la zone de Brcko.

Q - Où et quand aura lieu cette réunion ministérielle et dans quel but ?

R - Quand ? Le plus vite possible. Où ? Les lieux ne manquent pas, nous sommes très mobiles. Et pourquoi ? Je l'ai dit : pour mettre la pression sur ce processus de négociation, il ne faut pas que les choses s'enlisent, il ne faut pas perdre de temps parce qu'il y a là une occasion - comme l'a souligné tout à l'heure Andreï Kozyrev -, qu'il ne faut pas laisser passer.

Q - Donc dans une semaine vous prévoyez qu'il y aura un plan que les parties pourront signer ?

R - Il faut que nous ayons ce résultat.

Q - Y a-t-il des risques d'escalade ?

R - Les possibilités d'escalade militaire, malheureusement, sont nombreuses. On avait pu penser après Sarajevo que la raison finirait par prévaloir sur la folie guerrière. Malheureusement, cela n'a pas été le cas, et ce qu'on a vu à Gorazde a été insoutenable. Il faut donc être très vigilant sur les autres zones de sécurité, mais également sur les autres points sensibles. J'ai parlé de Brcko parce que vous savez quelle est la situation à cet endroit. Il y a deux objectifs à atteindre qui ne sont pas faciles à concilier. Il faut permettre à la partie bosniaque musulmane d'accéder à la Save, mais en même temps il faut maintenir un corridor entre la partie orientale et la partie occidentale de la zone serbe. Voilà pourquoi cette zone est extrêmement sensible. Ce problème doit